

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : EUR 46/013/2009 – ÉFAI

26 juin 2009

AU 170/09 Disparition forcée / Torture et autres mauvais traitements / Craintes pour la vie

RUSSIE Maskhoud Abdoullaïev (h), 22 ans

Maskhoud Abdoullaïev, un ressortissant russe originaire de Tchétchénie, a été renvoyé de force à Moscou, la capitale russe, par les autorités égyptiennes le 19 juin. Dès son arrivée à l'aéroport de Moscou, Maskhoud Abdoullaïev aurait été arrêté par des hommes en civil et emmené pour un interrogatoire. Personne ne l'a revu depuis. Plusieurs personnes l'ont attendu dans le hall des arrivées jusqu'au 20 juin.

Personne n'a pu déterminer pour l'instant ce qu'il est advenu de lui. Les gardes-frontières ont d'abord nié son arrestation. Les propos de certains représentants de la loi ont été cités dans la presse russe le 20 juin. Ceux-ci auraient déclaré avoir arrêté Maskhoud Abdoullaïev parce qu'ils « *avaient des questions concernant son séjour en Égypte* ». Ils ont également indiqué qu'ils l'avaient arrêté mais libéré par la suite. Maskhoud Abdoullaïev n'a pas contacté ses proches et on ignore toujours où il se trouve.

Maskhoud Abdoullaïev est le fils de Soupian Abdoullaïev, dirigeant d'un groupe armé tchétchène. Des éléments suggèrent qu'il a peut-être été arrêté par les services de sécurité afin de faire pression sur son père. Si c'est le cas, il risque d'être torturé ou de subir d'autres formes de mauvais traitements, et sa vie est menacée.

La famille de Maskhoud Abdoullaïev a quitté la Tchétchénie en 1999 et obtenu le statut de réfugié en Azerbaïdjan. Maskhoud Abdoullaïev s'est installé en Égypte en février 2006 afin de poursuivre ses études à l'université islamique Al Azhar. Il aurait été arrêté le 27 mai 2009 par des membres du Service de renseignement de la sûreté de l'État (SSI), en violation des conditions de son visa, avant d'être détenu au secret à la prison de Tora, non loin du Caire.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 27 mai 2009, le SSI a procédé à de nombreuses arrestations d'étudiants étrangers de l'université Al Azhar. Parmi les personnes arrêtées figurent 35 étudiants russes, principalement originaires de Tchétchénie, d'Ingouchie et du Daghestan. Ces étudiants ont été arrêtés et leurs domiciles ont été perquisitionnés, sans autorisation. Selon une déclaration du ministère égyptien de l'Intérieur, ces mesures ont été prises à titre de précaution, afin de s'assurer que ces étudiants résidaient légalement en Égypte. Ce ministère a procédé à des arrestations car il soupçonnait des étudiants étrangers d'entretenir des liens avec un groupe de sept membres présumés d'Al Qaïda, qui font l'objet d'une information judiciaire dans l'affaire de l'attentat à la bombe commis dans le quartier historique d'Al Hussein, au Caire, le 22 février 2009. L'arrestation de ces sept suspects a été annoncée par le ministère égyptien de l'Intérieur le 23 mai 2009. Ce ministère a déclaré que les sept personnes qui avaient été arrêtées avaient recruté des étrangers, notamment des étudiants.

La plupart des étudiants arrêtés ont été libérés quelques jours plus tard, mais certains auraient été expulsés vers leurs pays d'origine. D'autres étudiants seraient toujours détenus aux fins de l'enquête.

Amnesty International reçoit régulièrement des informations de Tchétchénie au sujet de personnes prises pour cible parce que des membres de leur famille appartiendraient à des groupes armés. La pression exercée sur ces personnes peut prendre la forme d'actes d'intimidation, de détention arbitraire, d'expulsion forcée et de destruction de logements. Ramzan Kadyrov, le président tchétchène, a déclaré en août 2008 à la télévision :

« Les familles dont des membres sont dans la forêt sont complices de crime. Ce sont des terroristes, des extrémistes. » Les procès de membres présumés de groupes armés d'opposition sont entachés par des violations des normes internationales d'équité. Ainsi, des personnes ont été inculpées et reconnues coupables d'infractions liées au terrorisme sur la base d'« aveux » et de témoignages extorqués sous la torture.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en russe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Maskhoud Abdoullaïev, qui aurait été arrêté dès son arrivée à l'aéroport de Domodedovo, à Moscou, et n'a pas été revu depuis ;
- dites-vous préoccupé à l'idée que Maskhoud Abdoullaïev ait été arrêté arbitrairement et soit actuellement détenu au secret, risquant ainsi d'être torturé et de subir d'autres mauvais traitements ;
- exhortez les autorités russes à le libérer immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction prévue par la loi, dans le respect des normes d'équité des procès reconnues internationalement ;
- rappelez-leur que Maskhoud Abdoullaïev doit bénéficier de toute la protection à laquelle il peut prétendre aux termes de la législation russe et du droit international, il doit notamment pouvoir entrer immédiatement en contact avec l'avocat de son choix et ses proches doivent être informés de l'endroit où il se trouve.

APPELS À :

Procureur général de la Fédération de Russie :

Yuri Yakovlevich CHAIKA
Office of the Prosecutor General of the Russian Federation
Ul. B. Dimitrovka 15a
125993 Moscow, GSP-3, Russie
Fax : + 7 495 692 17 25

Formule d'appel : *Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,*

Directeur général du Service fédéral de sécurité (FSB) de la Fédération de Russie :

Alexandr Vasilievich BORTNIKOV
Federal Security Service of the Russian Federation
ul. Bolshaia Lubianka, 1/3
107031 Moscow, Russie
Fax : +7 495 914 26 32

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Responsable du service des gardes-frontières du FSB de la Fédération de Russie :

Vladimir Egorovich PRONICHEV
Federal Border Service Department at Federal Security Service of the Russian Federation
ul. Bolshaia Lubianka, 1/3
107031 Moscow, Russie
Fax : +7 495 914 26 32

Formule d'appel : *Dear Head of the Department, / Monsieur,*

COPIES À :

Médiateur chargé des droits humains de la Fédération de Russie :

Vladimir Petrovich LUKIN
ul. Miasnitskaia, 47
107084 Moscow
Russie
Fax : +7 495 607 74 70 / +7 495 607 39 77
Formule d'appel : *Dear Ombudsman, / Monsieur,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 6 AOÛT 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.